

Les syndicalistes du Second degré Résistants dans le Maitron

HIMASE du 25 janvier 2018 à la Bourse du Travail de Paris

Alain Dalançon (président de l'IRHSES)

Avertissement

Si on demande au moteur de recherche du site Maitron en ligne « professeur résistant », il sélectionne 243 noms, mais 14 seulement si on demande « professeur résistante » + 21 avec « professeure résistante ».

Malgré ces 278 noms, je ne pense pas que nous soyons encore en mesure de proposer des matériaux complets pour une prosopographie des personnels du second degré engagés dans la Résistance. Car il subsiste des manques probables, et parmi ceux qui sont identifiés résistants, s'il y a des résistants réels, il existe peut-être aussi des résistants tardifs.

Je me limiterai à essayer de dégager des types de résistance, plus précisément ceux des militant.e.s syndicalistes les plus importants, d'avant et d'après-guerre. Il s'agit bien sûr d'une esquisse provisoire visant à dégager les correspondances entre engagement syndical et engagement dans la Résistance.

Edmond Lablénie, président du Front national universitaire à la Libération, disait avec fierté, que l'Université avait été « le guide moral et intellectuel de la France depuis 1940 ». Les universitaires n'avaient en effet pas constitué des associations professionnelles sous le régime de Vichy, comme certains instituteurs du SNI. Même si Raoul Binon, qui fut le dernier secrétaire général du SNALCC en 1939-1940, – et qui devint pendant quelques mois à la Libération, un des deux premiers co-secrétaires généraux du nouveau SNES – écrivit en 1942 à Vichy pour se renseigner sur le sujet.

Ce que l'on doit constater, c'est l'affluence d'adhésions en 1944 au FNU qui rassemblait bien au-delà des préférences politiques (25 000 adhérents avancés, dont 18000 dans la RP). Mais les dirigeants prirent ensuite la décision d'établir des listes d'adhérents à Paris et dans la RP, avant le 25/8/44. Elle ne fut publiée qu'en 1948 dans une brochure de l'ACREN, c'est-à-dire après la fin de l'épuration. C'est dire si ces listes n'écartaient pas totalement les résistants tardifs, passant en quelque sorte l'éponge sur la période 1940-1943 voire 1944.

Cela illustre bien que dans les années qui suivirent la Libération, il était impossible de se faire entendre en politique, et même en syndicalisme pour y exercer des responsabilités, si on ne disposait pas d'un brevet de résistance, même réduit.

Très vite, malgré la proclamation de l'unité avant tout dans le syndicalisme enseignant, les anciens clivages réapparurent, notamment entre anciens « confédérés » et anciens « unitaires » de la CGT. C'était visible. Ainsi au congrès de la FGE de 1946, qui se transforma en FEN à cette occasion, deux grands panneaux encadraient la tribune : à gauche les portraits de la triade des universitaires intellectuels communistes (Solomon-Decour-Politzer), à droite ceux des résistants non-communistes, les instituteurs Rollo et Lapierre et Victor Basch.

Mais ce qui nous intéresse ici, en ne nous enfermant pas dans cette distinction un peu stérilisante, c'est d'essayer d'appréhender l'extrême variété de la Résistance, à travers l'étude de cas particuliers. Et c'est là que l'approche biographique montre toute son utilité, en permettant souvent de nuancer, voire de revoir des analyses générales un peu trop définitives.

Des types de résistance

1- La Résistance universitaire

La forme la plus répandue fut la « Résistance universitaire », c'est-à-dire celle exercée dans son milieu professionnel, à travers des contacts avec les collègues, ainsi qu'avec les grands élèves. C'était d'abord une résistance au niveau des idées et des attitudes, qui pouvait se traduire dans l'enseignement même, ou le refus de se soumettre à certaines injonctions de la hiérarchie. Comme **Emile Anzemberger** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article194928>), ancien combattant de 14-18, couvert de médailles et de cicatrices, ancien responsable du syndicat autonome, qui fit enlever la francisque à tous ses élèves du lycée Janson de Sailly en 1942, ce qui lui valut la mise à la retraite d'office. Ou bien **Jacqueline Marchand** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article140388>), future secrétaire générale de FEN-CGT qui fut placée en disponibilité en 1942 pour avoir refusé de lire une circulaire du secrétaire d'État à l'Éducation nationale.

Les universitaires, convaincus dans leur grande majorité des bienfaits du modèle républicain laïque, se sentaient en effet dépositaires et transmetteurs de la Culture humaniste, du libre examen, des valeurs de paix et de respect d'autrui, et furent de plus en plus choqués par l'expulsion de leurs collègues juifs et francs-maçons, par la collaboration avec l'occupant, sur fond de dégradation de leurs conditions matérielles et professionnelles.

C'est sur ces bases que se développèrent les attaques contre la collaboration de la feuille clandestine du FNU, *L'Université libre*, qui fut distribuée essentiellement à Paris et dans la RP, et qui connut en 1944 une réception de plus en plus sympathique. Au point que le FNU apparut au moment de la Libération comme le principal mouvement de résistance des enseignants, de tous les degrés. C'est d'ailleurs le FNU qui négocia avec le ministère de l'Éducation nationale dans les premières semaines, pas encore les syndicats qui sortaient de la clandestinité et se reconstituaient.

La personnalité la plus emblématique est **Edmond Lablénie** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article136208>), professeur agrégé des lettres à Janson de Sailly. Il n'a pas été un responsable syndical avant-guerre mais a fait la grève le 30 novembre 1938 ; c'était plutôt un pédagogue qui voulait mettre le latin à la portée de tous. En 1940, il confectionna la feuille *Notre Droit*, s'adressant à la jeunesse et se présentant sous la forme d'un recueil de maximes anti-allemandes et anti-vichystes, qui contribua beaucoup à la mobilisation de la manifestation lycéenne du 11 novembre 1940 à l'Étoile, à laquelle il participa, accompagnant un cortège important d'élèves de son lycée.

- On pourrait citer un certain nombre de lycéens qui participèrent à cette manifestation ou qui commencèrent à s'engager dans la résistance, notamment dans les groupes de jeunes communistes comme **Pierre Daix** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21303>) ou **Jean Suret-Canale** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173333>). Mais je citerai parmi eux **Jeanne Brunschwig** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article139265>), future militante communiste du SNES qui suivit le parcours de **Victor Leduc** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article107785>), futur co-secrétaire du S3 du SNES de Paris dans les années 1960, arrêté par la police française à Toulouse en 1943, évadé en janvier 1944, revenu à Paris pour diriger l'action ouvrière du MLN. Ou bien **Louis-Paul Letonturier** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article140142>), khâgneux à Henri IV, co-fondateur d'un groupe de lycéen, « Les Volontaires de la liberté », futur militant trotskyste de l'École émancipée, et du S3 de Paris au temps de la cogestion, justement avec Victor Leduc.

Pour en revenir à Lablénie, il devint la cheville ouvrière du FNU en 1944, et son président. Il adhéra au PCF, mais c'était avant tout un rebelle qui n'accepta pas que l'unité des forces de la résistance ne se maintienne pas dans une organisation qui regroupait professeurs, étudiants et lycéens, et surtout que l'épuration soit mise en sourdine, ce qui lui fut reproché par les responsables du PCF, si bien qu'il démissionna de ses fonctions et fut au centre d'une affaire en 1948-1949 à la suite de son refus d'être inspecté par Raoul Binon, devenu inspecteur à Paris, à qui il reprochait d'avoir porté la francisque...

En tout cas, il ne prit aucune part à la réorganisation du syndicalisme comme celui qui jouait à ses côtés un rôle central au FNU, **Marcel Bonin** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article17158>), militant communiste, ancien responsable du syndicat des PA puis du SPES qui devint secrétaire du SERP après la guerre et l'un des principaux responsables de la liste B du SNES.

Ce type de résistance active, et prenant des risques, était bien différente de celle des membres du Comité universitaire de résistance où se rencontraient à partir de 1942, les anciens responsables ex-confédérés, **Lucien Mérat**, ancien sec gal de la FGE (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50848>), **Maurice Janets**, ancien secrétaire général du SPES (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article87958>) ou **Maurice Lacroix** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article115135>), président de la Franco-Ancienne, et ex-unitaires comme **Jacques Pastor**, **René Maublanc** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article121125>) et **Maurice Husson** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article74973>). Organisme un peu sommeillant jusqu'en 1944 et dont Lacroix se méfiait, craignant l'instrumentalisation des communistes. Mais c'est grâce à l'arrivée des anciens responsables du SNALC, **Eugène Cossard** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article20700>) et **Raoul Binon** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article16748>) que le SNES put être fondé à la fin de l'année 1944.

Pourtant on ne saurait réduire la résistance des membres de ce Comité, du moins ceux affiliés à la CGT avant-guerre, à cette simple participation ; pour la plupart ils s'engagèrent aussi dans des mouvements proches de leurs engagements politiques: les communistes au Front national ; Lacroix à la Jeune république, Janets à Libération Nord...

L'enjeu à la Libération n'était pas seulement d'être investi de responsabilités syndicales dans la FEN et ses SN, mais aussi d'être présent dans les cabinets ministériels. Ainsi les communistes **Marcel Cornu** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article20668>): ancien rédacteur en chef de *L'Université syndicaliste*, un des rédacteurs de *L'Université libre*, entra-t-il à celui de ministre de l'EN dès 1945 et y resta jusqu'en 1947. Et **Henri Lecomte** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article137086>), important militant du syndicat des Professeurs adjoints avant-guerre et fondateur du SNES en 1944-1945 devint-il administrateur civil au MEN. Il y eut aussi des ex-confédérés, qui restèrent dans les cabinets du MEN dans les gouvernements de 3^e force, comme **Georges Petit** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article152475>), militant du SNEPS qui s'était contenté de participer aux réunions clandestines du syndicat, et surtout le socialiste **Pierre Giraud** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article74473>), résistant de « Libération nord », et du courant de « Résistance ouvrière » dans la CGT, et ferme partisan de l'adhésion à la CGT-FO en 1947-1948.

Une remarque : mais où sont les femmes ? Dans le monde universitaire, comme ailleurs, elles n'occupèrent pas les premières places dans la Résistance, comme cela avait été le cas dans le syndicalisme. Elles furent le plus souvent cantonnées à taper et tirer les textes ronéotés, distribuer le courrier, des plis en vélo (c'est la figure de la résistante cycliste qu'on retrouve dans tous les films). Ce n'était pas faux si j'en crois le témoignage de **Marguerite Raberin**

(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article159325>), militante communiste du SNEPS déplacée d'office au Dorat en Haute-Vienne, qui incarnait l'opposition au secrétaire général du SNCM, Pacquez, et qui fut une militante fidèle du SNES ensuite. Il faudrait évoquer aussi le rôle éminent de **Marthe Fauré** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24170>), une des principales fondatrices du SPES en 1937, qui devint après-guerre secrétaire gal adjte du SNES.

2- Réseaux, mouvements, FFI, FTP et militaires

Ce rapide travelling ne rend pas compte de la diversité des engagements des résistants universitaires car beaucoup s'investirent dans d'autres mouvements, réseaux, combattirent dans les FFI, FTP, FFL et parfois ensuite dans l'armée régulière.

Il y eut bien sûr des communistes, connus et moins connus.

Comme **Jacques Pastor** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article125075>), FTP et colonel des FFI qui joua un rôle important auprès de Rol-Tanguy pour la libération de la Seine-et-Oise Nord.

René Girard (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article75464>), professeur de l'enseignement technique, un des responsables du SNET clandestin avec **Jo Cartailleur** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article18833>), dirigeant de l'interbranche n° 11 de l'UD-CGT de la Seine, chargée de coordonner l'activité des syndicats de fonctionnaires, qui reprit la maison des fonctionnaires rue de Solférino, le 20 août 1944, et qui fut le responsable de l'apprentissage au niveau confédéral après-guerre.

En province, on pourrait citer **Louis Guilbert** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article75506>) à Marseille, le principal animateur de la liste B du SNES dans les années 1950, ou **Jean Tanguy** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174268>), professeur d'EN à Vannes, qui devint secrétaire gal du SNPEN dans les années 1970.

Mais il n'y eut pas que des communistes.

René Fallas (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50517>) du mouvement Lorraine, un des principaux responsables du MLN, devenu socialiste et adversaire du courant B dans le S3 de Lille du SNES.

Francisque Ducher (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23144>), militant socialiste à Pontoise, actif résistant de « Libération-nord », un des membres du premier BN du SNES qui appela à passer à FO en 1948.

Ce qui ne fut pas le cas de **Joseph Dunand** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23356>), khâgneux de Grenoble, qui participa en 1944 aux combats contre les Allemands en Maurienne, et qui devint secrétaire du S3 unité et Action d'Aix-Marseille.

L'Alsacien **Joseph Marvillet** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article138641>) participa à la Résistance dans un réseau de camouflage du matériel militaire, et fut un des organisateurs de l'Organisation de résistance de l'armée ; il devint secrétaire du S3 du SNES de Strasbourg. Lui succéda à cette responsabilité, **Julien Freund** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24541>), actif aux groupes francs de Combat puis incorporé dans les FTP après une évasion ; il vira à l'extrême droite dans les années 1980.

Il y eut aussi des militants qui s'engagèrent très tôt à Londres dans les Forces françaises libres comme **Jean Marchais** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article140386>), futur président de la société des agrégés et secrétaire pédagogique du SNES dans les années 1960. Ou **Alexandre Kreisler** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article136058>), exclu de

la fonction publique comme juif, qui rejoignit les FFL au Maroc en 1943, après être passé par l'Espagne où il fit un séjour dans les geôles de Franco : futur secrétaire général adjoint du SNES autonome.

Il ne faudrait pas oublier les Algériens. **Paul Ruff** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172211>), lui aussi exclu de la FP parce que juif, qui revint chez lui à Alger et participa très activement à la préparation de l'opération de débarquement « Torch » des troupes anglo-américaines à Alger en 1942, et qui devint un personnage incontournable et difficilement classable de la vie du SNES et de la FEN jusqu'à la fin des années 1960.

Jean Bogliolo (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article17037>), engagé dans les FFL aériennes à Londres, qui revêtait chaque année en cours, au mois de juin, sa tenue de pilote, veste de cuir avec col en peau de mouton : secrétaire du S3 d'Alger, il milita à la FEN-CGT mais vira ensuite à l'OAS.

3- Prisonniers de guerre et déportés

Je n'ai pas le temps d'évoquer ceux qui, mobilisés en 1939, restèrent prisonniers en Allemagne ou en Autriche et menèrent d'autres combats animés par l'esprit de résistance dans leur Ofalg, comme **Philippe Rabier** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article127881>) secrétaire général du SNET ou **Pierre Dhombres** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article22675>), futur secrétaire général SNES. Ni non plus les déportés et morts en déportation, ou ceux qui périrent dans les combats en France.

4- Les Jeunes

Un dernier mot pour dire que jusque dans les années 1960, la plupart de ceux qui briguaient des mandats de direction des syndicats du second degré, et qui étaient de tout jeunes adultes en 1944, pouvaient dire qu'ils avaient participé à la résistance : **Louis Astre** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article10321>) dans les FTP de l'Ariège, **Etienne Camy-Peyret** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article18533>) dans l'Armée secrète et les FFI, **André Drubay** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23007>) dans les réseaux de Témoignage chrétien, et **Jean Petite** (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article152758>) dans Défense de la France, le seul à être détenteur de la médaille de la Résistance.

Conclusion

En rassemblant ces notes, j'ai pris encore plus la mesure de ce que nous savons et surtout de ce que nous ne savons pas. A la fois parce que nous restons un peu prisonniers de l'absence de sources ou de témoignages souvent marqués par des réinterprétations subjectives des acteurs ou de leurs héritiers, familiaux ou non. Un travail exigeant reste donc à poursuivre, pour sortir du mythe et affronter un passé qui a encore du mal à passer, et où il est toujours difficile d'appréhender « l'entre-deux » qui fut peut-être la position fluctuante la plus courante ■